

*"Achetez-vous une dignité"*

Geoffrey est prof d'histoire-géographie et d'éducation morale et civique dans un collège des Yvelines. Il a publié ce texte sur Facebook, et nous a autorisé à le relayer, ici :



Je ne me suis pas exprimé personnellement depuis l'assassinat de l'un de mes collègues. Je ne le connais pas, mais j'ai un chagrin infini. Pour lui, sa famille, ses proches, ses amis, ses proches. L'hommage national était beau. Émouvant. Poignant. J'ai pleuré à la musique de U2.

J'ai trouvé le discours du président adéquat.

Mais je suis également en colère contre toutes ces personnes qui s'émeuvent sans se remettre en question. Sans se regarder dans un miroir. Sans avoir tenu compte de la difficulté de notre profession. Y compris contre le Président de la République, qui a fait un beau discours.

Je suis terriblement en colère, depuis vendredi 16 novembre. Et je ne décolère pas.

Je suis scandalisé. Je suis atterré. Je suis outré.

Mon année de stage : Charlie. Réponse : réunion des stagiaires, après coup, pour savoir comment cela s'est passé.

Mon année de titularisation : Bataclan. Réponse : rien.

5 ans après : décapitation d'un collègue d'Histoire-Géo-EMC.

On nous promet des mesures fortes. Soit. En attendant, nos heures en demi-groupe en 4e ont été sacrifiées par manque de moyens. Dans des classes de 4e. Sur le niveau où les professeurs enseignent sur le système judiciaire et sur les libertés de la République. Quatre classes de 4e, quand cette génération avait cinq classes sur le niveau de 5e. Plus d'élèves, moins d'accompagnement personnalisé. Et encore, notre établissement avait la chance de bénéficier de ce choix pédagogique, car ce n'est pas une obligation ministérielle. C'est un choix des équipes pédagogiques et de la direction.

Ce choix n'a pas pu être renouvelé faute de moyens. Ce n'est pas faute d'avoir contesté en conseil pédagogique ce choix. Qui a été signalé aux parents.

Les médias mettent en cause les parents d'élèves. Ils oublient que ce sont eux qui permettent aux établissements de fonctionner, de s'ouvrir et d'établir des liens de confiance. Ils ne sont nullement responsables de la diminution des moyens. Ils ne sont nullement responsables du manque d'écoute de l'institution. Ils ne sont nullement responsables de l'assassinat de notre collègue.

On nous promet de la formation sur la laïcité. Comme si les professeurs étaient incompetents sur ce domaine. Donnez-nous toutes les heures de formation, nous les prenons. Mais c'est oublier, que, dans des classes à 30 vous ne pouvez :

faire réellement débattre les élèves,

amener les élèves à poser des questions à leur professeur,

permettre au professeur de prendre le temps de répondre à toutes les questions,

limiter les effets de groupe/contestation.

C'est oublier que les programmes sont alourdis (sans prévenir les enseignants concernés, au milieu des vacances d'été) et que nous sommes jugés sur notre avancement dans ceux-ci.

Vous voulez que nous prenions le temps d'expliquer la laïcité, la liberté d'expression, nos valeurs, principes et symboles ? Donnez nous du temps, au lieu de nous le restreindre. Sont-ce ces formations qui expliqueront aux parents que la visite de la cathédrale de Chartres n'a pas un objectif prosélyte ? Non. Ce sont les professeurs qui expliqueront. Sont-ce ces formations qui empêcheront les élèves de mettre le voile lors de sorties/voyages scolaires, au prétexte que nous sommes en dehors de l'établissement ? Non. Ce sont les professeurs qui feront la police. Sont-ce les formations qui permettront aux élèves d'arrêter les insultes racistes et discriminatoires ? Non. Ce sont les professeurs qui feront les rappels aux lois de la République. SUR LE TERRAIN.

On nous propose la présence des députés et sénateurs en classe le 2 novembre. Restez chez vous. Nous n'avons pas besoin de vous. Vous qui n'avez pas honte d'avoir détruit l'image de notre profession. Par vos mesures, par vos discours, par vos votes.

*"Aujourd'hui, ce sont les élèves qui sont obligés d'enseigner la morale à certains de leurs professeurs" ; "Les mêmes annoncent déjà des préavis de grève en septembre. Est-ce qu'ils ne pourraient pas un jour déposer un préavis de travail ?" : le sénateur Claude Malhuret.*

Aucune réprobation de la part de notre ministère. Aucune réprobation du Premier ministre. Aucune réprobation du Président de la République Française. Non. Des rires. Au Parlement. Mais quelle honte. Quelle indignité.

On nous promet le soutien du ministère. Cela se passe commentaire. Réforme de 2016. Réforme du lycée. Réforme des retraites. Malgré les remarques, le mécontentement, puis la contestation, nous n'avons pas été entendus. Passer une réforme contre l'opinion des professeurs est une victoire politique.

Voilà où nous en sommes.

Et maintenant on nous explique que la profession a été "choyée". Quelle honte.

Achetez-vous une dignité.

Dans cette crise sanitaire sans précédent, on nous explique que tout a été préparé dans l'enseignement. Les programmes scolaires sont ajustés fin juillet, sans prévenir les professeurs par un mail. On nous promet des masques. Ils arrivent 3 semaines après la rentrée. Aujourd'hui ils sont considérés comme toxiques.

ACHETEZ-vous une dignité.

"Nous continuerons, professeur".

Dans votre absolue déconnexion des populations auxquelles nous enseignons ? Dans votre mépris ? Dans votre méconnaissance réelle du terrain ?

ACHETEZ-VOUS UNE DIGNITÉ.

Les "preneurs d'otage" ne sont pas dupes. Ce sont eux qui défendent les élèves et leurs conditions de travail. Quitte à perdre des journées de salaire. Les "preneurs d'otage" sont face aux élèves. Tous les jours. Ils font leur travail pour ouvrir des possibles aux enfants qu'ils croisent. S'ils s'indignent, c'est parce que les choix politiques obstruent, détruisent, ces possibles. Les "preneurs d'otage" imposent des règles. Malgré les contestations. C'est mon cas. Imposer des règles, communes. Imposer des sanctions communes. Imposer des valeurs communes. Ce sont les professeurs qui l'instillent. Malgré les remarques. Malgré les revendications. Malgré les "menaces à la hiérarchie".

J'aime mon métier. Depuis l'école primaire je voulais être professeur d'histoire-géographie. Toutes mes études sont allées dans ce sens. Aujourd'hui j'ai envie de vomir. J'ai envie de quitter mon métier de Don Quichotte. Un des miens est décapité. En plein jour. En pleine rue. A 300 m de son lieu de travail.

Et le ministre de l'intérieur parle des rayons "communautaires" dans les supermarchés. Le ministre de l'Éducation parle de l'islamo-gauchisme à la France Insoumise. Et le ministre de l'Éducation nationale ne veut plus entendre l'expression "pas de vagues".

Allez vous faire foutre.

Bien profondément.

Douloureusement.

(vous vous reconnaîtrez).